

Aux médias

Lausanne, 24 septembre 2017

La sécurité alimentaire n'offre pas de sécurité

Avant la votation du 24 septembre 2017, l'Alliance pour la souveraineté alimentaire s'est positionnée contre le contre-projet du Conseil fédéral. Toutefois, la population suisse s'est prononcée nettement pour ce projet avec 78,7 %. Il s'agit maintenant de s'assurer que les partisans du contre-projet tiennent leurs belles promesses.

Nous en doutons fortement : il faudra travailler davantage pour obtenir plus d'écologie et de durabilité, mais personne n'en parle. Plus de travail comprend un renchérissement des méthodes culturales et une augmentation des coûts de production. Un autre point passé sous silence lors de la campagne de votation : le libre-échange considère l'agriculture comme n'importe quelle branche industrielle. La conclusion de Pierre-André Tombez, président de l'Alliance pour la souveraineté alimentaire, s'impose : « Le Conseil fédéral, l'Office fédéral de l'agriculture et le Seco sont prêts à sacrifier l'agriculture au profit de l'économie industrielle et financière. »

Qu'importe la direction prise, il est à prévoir qu'il y aura des perdantes et des perdants : les paysannes, les paysans, les consommatrices et les consommateurs. Des produits de moins en moins chers, qui doivent s'adapter au marché mondial, ne pourront pas satisfaire aux exigences en matière d'équité, d'écologie, de durabilité et d'efficacité des ressources.

Ulrike Minkner, paysanne biologique et vice-présidente de l'Alliance pour la souveraineté alimentaire précise : « L'adoption du contre-projet ne prévoit aucune nouvelle ordonnance, aucune nouvelle loi. Il s'agit en premier lieu de s'assurer du monopole d'interprétation, afin de dominer les futurs débats concernant la politique agricole 22+. »

Il est d'autant plus important de s'engager pour un changement fondamental : pour une agriculture paysanne, solidaire et diversifiée sans génie génétique, formant une base fertile à la production d'aliments de qualité et de proximité dans un espace rural vivant, créateur d'emplois, de prix équitables, de bonnes conditions de travail et de salaires décentes. C'est le seul moyen de créer des relations commerciales équitables.

Ainsi, les discussions portant sur les objets visés par l'initiative pour la souveraineté alimentaire prennent une importance accrue. Elles posent les jalons pour le futur débat sur la politique agricole.

L'Alliance pour la souveraineté alimentaire a été fondée en septembre 2016, elle promeut l'initiative pour la souveraineté alimentaire. Elle réunit environ 250 organisations et personnes de mouvements agricoles, ecclésiastiques et sociaux.

Contacts presse :

Pierre-André Tombez, président de l'Alliance pour la souveraineté alimentaire, 079 634 54 87 (f/d)
François Meylan, membre du comité de l'Alliance pour la souveraineté alimentaire, 077 446 05 90 (f)
Ulrike Minkner, vice-présidente de l'Alliance pour la souveraineté alimentaire, 032 941 29 34 (d/f)
Charles-Bernard Bolay, président Uniterre, 079 409 14 42 (f)